

# Rapport de Marie-Pierre Vieu - Conseil national



Cher-e-s camarades,

Tout d'abord évidemment, je voudrais vous souhaiter une bonne année 2012, une année charnière où nous aurons besoin de santé, vigueur et pugnacité pour mener offensivement la belle campagne qui est devant nous. Car, avec ce Conseil national, nous entrons dans le vif du sujet.

Dans 97 jours, nos concitoyens auront à choisir leur avenir. Les élections sont toujours importantes. Cette fois, le contexte dans lequel elles s'inscrivent, leur donne un caractère décisif. Serons- nous ou pas capables d'affronter et de sortir de cette crise sans précédent depuis les années 30 ?

Une crise qui est l'aboutissement des politiques menées ces dernières années. Une crise qui est celle de la suraccumulation des profits, que nous qualifions de systémique car elle est la crise du système capitaliste au paroxysme de ses contradictions.

Une crise aussi qui restructure en profondeur le paysage économique, les rapports sociaux, l'environnement et l'écosystème, la vie politique en même temps que les comportements et les consciences, dont on mesure d'autant moins l'ampleur des conséquences réelles qu'elle se poursuit.

Une crise dont on ne sait pas non plus, comment elle va impacter le scrutin d'avril prochain.

Nous sommes à 97 jours du 1er tour de la Présidentielle. Et le décor se met en place.

Avec :

Un Président en échec sur son bilan et depuis la perte du triple A, dans sa capacité à être un rempart contre cette crise. Escomptant pourtant s'arroger une majorité de français autour de l'acceptation de la récession.

Un PS englué dans les contradictions de la social-démocratie européenne, se refusant face à la crise, à faire les choix structurels qui s'imposent et paralysé otage de cette difficulté.

Un FN qui bénéficie directement de l'absence d'une véritable confrontation, participant au détournement de la colère sociale et à la droitisation du débat.

Un François Bayrou tentant d'incarner pour les milieux financiers, une alternative au Président sortant. D'où un positionnement nettement plus à droite qu'en 2007.

**Quant à la campagne du Front de Gauche : où en est-elle?**

« Il n'est qu'une race, l'humanité » écrivait Jaurès. C'est avec ce parti pris de l'Humain d'abord, que nous avons engagé la Présidentielle.

Et, sans tomber dans un optimisme béat, il faut prendre conscience que nous sommes devenus la force qui assurera la victoire de la gauche en même temps qu'elle en modifiera le rapport de force en son sein.

Notre candidat Jean Luc Mélenchon est aujourd'hui crédité de 8,5%. C'est un socle qui fait de nous la deuxième composante de la gauche alors même que l'accord conclu entre le PS et EELV visait à nous marginaliser; c'est un actif qui nous permet de renouer le dialogue, tisser de nouvelles relations avec des secteurs et des catégories sociales avec lesquelles nos liens s'étaient distendus; c'est surtout le début d'une dynamique qu'il s'agit maintenant conforter et renforcer.

Avec, me semble-t-il, une boussole : placer notre ambition politique et électorale au diapason du niveau des exigences sociales et populaires. Comme en 2005 lors du TCE nous voulons être cette composante qui va rendre à notre peuple le débat politique que le pouvoir et les médias confisquent, être la force de proposition et de rassemblement de la gauche.

J'évoquerai alors trois questions: La manière dont la crise crée une situation inédite ; la manière dont les autres forces politiques abordent cette question de la crise ; la campagne des communistes, du Front de Gauche et notre planning de travail pour les trois prochains mois.

### **Cette campagne ne ressemble à aucune autre !**

Vendredi après-midi le verdict est tombé- la France a perdu son triple A. Cette nouvelle constitue un nouveau revers sérieux pour la droite en ce démarrage de campagne. Pire, Nicolas Sarkozy se retrouve fragilisé à l'échelle européenne, et minoré face à Angela Merkel dans son partenariat avec l'Allemagne.

Cette dégradation va conduire les marchés à augmenter les taux d'intérêt sur les ressources publiques et à renforcer le coût de financement de la dette de plusieurs dizaines de milliards d'euros! Déjà, avec près de 50 milliards d'euros, la charge d'intérêts de la dette est devenue le troisième poste de dépense du budget. Une hausse de un point du taux d'intérêt, consécutive à la perte du triple A, fait augmenter la dette de 10 milliards d'euros cumulée sur cinq ans.

D'autres effets en chaîne peuvent survenir parmi lesquels, l'abaissement de la note des collectivités locales qui induirait des taux d'intérêt plus élevés et donc un risque d'augmentation de la fiscalité locale. Mais également un durcissement des conditions d'accès au crédit pour les ménages pour préserver leurs marges financières.

C'est encore l'ensemble de la zone Euro qui est touchée durablement et le coût de financement du Fonds Européen de Stabilité Financière dépendant largement des taux d'intérêt français, l'abaissement impactera les plans d'aide à la Grèce, au Portugal et à l'Irlande.

Quoiqu'en dise la droite, cette dégradation marque un nouveau palier de la crise de la zone euro et de la dette publique. Elle prouve, si besoin était, que les plans successifs destinés à la

combattre n'ont fait que l'aggraver car calés sur la logique d'un soutien et d'une garantie accrus au système bancaire et financier.

Les finances publiques de la plupart des pays européens ont été asphyxiés fournissant aux gouvernements le prétexte d'accélérer leur remodelage des sociétés jusqu'en exclure toute solidarité. En effet, le paradoxe est que cette crise de la dette devient un levier idéologique des pires reculs sociaux.

C'est ainsi que des annonces présidentielles sont prévues pour la fin du mois de janvier et que le sommet social de demain risque fort de déboucher sur de nouvelles mesures drastiques : on parle d'une nouvelle hausse de la TVA, de fin de la durée légale du travail, d'une attaque contre le système social et les retraites via un allongement de la durée de cotisation, d'une augmentation des cotisations ou une réduction des prestations.

Je crois qu'il est besoin alors de rappeler quelques éléments.

D'abord que la dette est la résultante du choix assumé de recourir de plus en plus systématique aux marchés financiers pour couvrir les déficits publics successifs, eux-mêmes imputables aux politiques financières. Et non à un laxisme politique souvent renvoyé à la gauche et à sa gestion de l'État et des collectivités.

Le choix de la réduire par une baisse des dépenses rime avec baisse du pouvoir d'achat et diminution de la consommation, des impôts également. C'est un cercle vicieux où la dette nourrit la dette. Inutile de l'invoquer pour justifier les inégalités. Car au contraire, ce sont les inégalités qui la génèrent. Ainsi de 21,2% du PIB en 1978 elle est passée à 60% en 1998, à 82,3% en 2010, soit 1591,2 milliards d'euros. Pour comparaison 1500 milliards d'euros, c'est aussi la somme que la France a donné aux banques privées depuis 1994, pour payer leurs intérêts !

L'augmentation brutale de la dette ces dernières années sanctionne la décision des États de prendre le relais de l'endettement privé pour continuer de soutenir l'accumulation capitaliste face à l'explosion de l'excès d'endettement privé. Cela correspond au début de la crise entre 2008-2009 avec celle des subprimes américains, les placements boursiers, les LBO et la décision de recapitaliser les banques.

Combattre la crise c'est alors combattre ce dogme de la baisse de la dette et du déficit des finances publiques. En argumentant sur le fait que la dette peut être bonne si elle sert à accroître les richesses réelles, par exemple pour la santé, l'éducation, la recherche, le logement social, la sécurisation de l'emploi, de la formation et des salaires, l'environnement. Elle entrainera une croissance durable et saine par l'augmentation des recettes publiques en impôts et cotisations sociales.

Cette question est au cœur du débat dans cette présidentielle. Des mobilisations pour un audit citoyen de la dette ont été engagés avec la création d'un collectif national et de collectifs locaux ayant pour emblème la phrase de Noami Klein «S'il y a une chose que je sais, c'est que les 1 % plus riches aiment les crises ». À Tarbes, nous nous sommes appuyés sur ce collectif pour préparer des éléments d'un contre budget municipal intégrant notamment les problématiques de la résorption de la précarité des personnels communaux, de l'hôpital, de l'eau et de l'abattoir. Ce qui a débouché une vraie bataille publique qui a permis de marquer des repères notamment sur le refus des PPP.

Cette question va être au centre du débat sur le nouveau traité européen à l'ordre du jour du Parlement européen la semaine prochaine et contre la ratification duquel le PCF et PGE ont décidé d'engager une campagne d'ampleur comme en 2005 exigeant la tenue de référendum. A l'initiative du PGE sera lancé le 31 mars probablement à Bruxelles un sommet alternatif européen visant à réunir politiques, syndicalistes, intellectuels et réseaux voulant travailler à une autre Europe.

Réagissant à la perte du triple A, Jean Luc Mélenchon exprimait là une nouvelle fois notre volonté de rompre avec le traité de Lisbonne et de changer les missions de la BCE afin quelle prête directement aux États, de reprendre le contrôle public sur tout le système bancaire et financier.

Les banques européennes, et françaises ont ainsi bénéficié avant Noël d'un cadeau de plus de 450 milliards d'euros – pour les inciter à acheter de la dette européenne. Un véritable hold-up sur l'argent public dont on voit le résultat.

Nous voulons au contraire faire entrer l'Europe dans une logique de convergence sociale, d'harmonisation fiscale, de soutien aux filières industrielles, à l'emploi et à la protection sociale. C'est dans ce sens que le PCF porte la proposition de création d'un fonds européen de développement social, solidaire et écologique qui, en canalisant des financements au service de grands projets d'intérêt général, pourra être un véritable instrument de gouvernance économique.

Le débat se pose dans des termes identiques à l'échelle mondiale. D'où besoin de mener la confrontation qui monte mondialisation/démondialisation avec le curseur d'une lecture de classe.

### **Où en sommes-nous donc après cette dégradation ?**

Le gouvernement d'abord, reste sous le choc de l'annonce des agences de notation même s'il tente de relativiser la question.

La droite doit aujourd'hui faire face aux dégâts qu'elle a elle-même causés. L'enquête Patrimoine 2010 de l'INSEE révèle ainsi qu'entre 2004 et 2010, l'écart entre les 10 % de ménages les plus pauvres et les 10 % de ménages les plus riches a augmenté de plus de 30%. Avec Nicolas Sarkozy, à la table des riches, ce sont les pauvres qui régalaient !

En novembre, le taux de chômage a connu avec une hausse de 5,6% sur un an, la hausse la plus élevée depuis douze ans. Les experts parlent pour 2012 d'un taux de chômage qui pourrait être compris entre 10,4% et 10,7%. Dans le même temps, le magazine suisse « Bilan » dressant l'inventaire des 300 plus riches exilés fiscaux installés sur son territoire note parmi eux, 44 « patriotes » quand ils n'étaient (que) 17 il y a 10 ans. Soit 30 milliards d'euros échappant au fisc dont la droite s'est bien gardée d'évoquer !

Mais la principale victime de la politique sarkozyste est l'emploi. « Travailler plus pour gagner plus » annonçait le candidat UMP en 2007. Ce sont 900 usines fermées sur 3 ans, 100.000 emplois industriels supprimés ; pour ne citer que la liquidation totale de Sea France et ses 1000 salariés lâchés par le gouvernement alors qu'il existait la possibilité de construire, avec la SNCF, un projet alternatif, que les collectivités locales étaient prêtes à soutenir ; sans parler du permis de délocaliser à « tout va », la suppression de près de 170.000 emplois dans

la Fonction publique via la RGPP, le gel des salaires et des minima sociaux, l'asphyxie des collectivités locales, la restriction des crédits aux PME, le harcèlement des syndicalistes...

Aujourd'hui la France est en récession. L'INSEE le confirme en anticipant une croissance négative pour le dernier trimestre de 2011 et le premier trimestre de 2012.

Pourtant le candidat Sarkozy veut à y croire. S'appuyant sur l'explosion pour brouiller les repères du cadre social, il continue à chercher à incarner le mouvement face à une gauche taxée d'immobilisme et le conservatisme.

C'est au nom de la modernité qu'il a engagé toutes ses réformes (alors qu'il s'agissait en fait de contre-réformes) et remis en cause le socle Républicain issu de la Résistance voire de la Révolution Française et des Lumières.

Il n'a pas hésité à plusieurs reprises à récrire à détourner l'Histoire pour tenter de servir ses intérêts. La lecture de la dernière lettre de Guy Moquet constituait un moyen détourné de vider la notion d'engagement de son contenu de classe. Aujourd'hui il se livre à une banalisation des thèses d'extrême droite pour récupérer l'électorat frontistes en réhabilitant le passé colonial de la France ; Je vous renvoie à l'article de l'Humanité du 5 janvier sur ses vœux à l'armée au cours desquels a été cité en référence un officier parachutiste putschiste d'avril 61.

Dans ce dispositif, Claude Guéant a une place privilégiée puisque grand ordonnateur de la politique sécuritaire et liberticide du gouvernement. Annonçant pour 2011 un chiffre record d'expulsions de clandestins, 32.912 "mesures d'éloignement", soit une hausse de 17,5% par rapport à 2010, il légitime l'intolérable poussant l'ignominie jusqu'à fixer pour 2012 un objectif à la hausse.

Je voudrais encore dire un mot sur l'école. Pas sous l'angle du service public. Mais sur la nature même de l'attaque qui lui est portée. Avec le projet d'autonomie des établissements et de fin de collège unique, il s'agit bien d'instaurer une école inégalitaire mais également de remettre en cause l'accès même au savoir. Mais où va-t-on ? La carte scolaire 2012 qui vient d'être rendue publique conforte la suppression massives de postes d'enseignants (et de classes : en Midi Pyrénées, elle confirme la volonté de mettre à mort l'enseignement professionnel (CAP et bac pro) au moment même où le patronat est à l'offensive pour s'arroger le marché de l'apprentissage.

Contraint à la fuite en avant, le Président de la République fait feu de tout bois multipliant les annonces: TVA antisociale, nouvelle saignée dans les services publics et de manière concomitante annonce d'une Taxe Tobin ou de son soutien au mariage homosexuelle. L'agitation est privilégiée comme stratégie électorale quitte à en subir l'effet boomerang. Ainsi la taxe Tobin rejetée par la chancelière allemande que Nicolas Sarkozy va tenter de dissoudre dans un pac de mesures législatives où sera aussi intégrer la TVA antisociale.

Au sein de la droite, les divisions s'aggravent. L'UMP peut ne pas survivre à la campagne électorale alors qu'il avait été créé comme un instrument de rassemblement durable et hégémonique à droite. Les élus locaux de droite fragilisés commencent à lâcher ; la perte du Sénat est symptomatique de cette dégradation et contribue également à l'accélérer.

Là réside une des explications de la mise en orbite actuelle de François Bayrou autrefois isolé, qui se voit de nouveaux ralliements parmi lesquels des personnalités de droite tels Douste-Blazy, Dassier ou encore Christine Boutin. Le candidat du Modem l'a compris, qui évolue progressivement vers une posture s'intégrant dans la configuration classique des deux familles traditionnelles qu'étaient avant 1995, le RPR et UDF. Clairement fédéraliste et atlantiste, d'une facture également plus libérale que son concurrent Sarkozy au sens des libertés individuelles, plus consensuelle, il peut rassurer et incarner un recours pour une partie de la droite et de la finance, effrayée par les dérives successives de l'actuel président et pour lesquels le recours DSK n'existe plus.

Pour autant le Parti socialiste a-t-il partie gagnée ? Le fait est que bousculé par une crise de plus en plus féroce, son candidat hésite et régulièrement recule l'annonce de son programme faute de pouvoir avancer une alternative crédible de aux plans d'austérité qui s'abattent sur notre pays. François Hollande privilégie une seule piste, celle d'une rigueur « juste » au sens qu'elle s'attaque aux Français comme aux marchés financier. Il l'a encore réaffirmé ce week-end.

La recherche du compromis social est aussi présente dans sa proposition de débat sur le quotient familial, où il pointe un sujet important en l'occurrence la politique familiale escamotant le problème essentiel, ici l'urgence d'une vraie réforme fiscale qui s'en prenne enfin aux plus riches et cesse de s'acharner sur les plus fragiles.

La fondation Terra Nova qui alimente la campagne du candidat socialiste pointe cette contradiction de plus en plus difficile à dépasser entre la forte demande de progrès, de protection, et de justice sociale des classes populaires et les conséquences de l'acceptation par le PS du cadre économique de la globalisation financière. Elle propose une recomposition du corpus socialiste autours de valeurs culturelles et non d'enjeux économiques et sociaux délaissant sciemment une partie des couches populaires qui ont vocation, je cite la note de Terra Nova « à voter un FN, bientôt fréquentable, car ayant opéré avec Marine Le Pen un retournement sur les questions socioéconomiques, basculant d'une posture poujadiste néolibérale à un programme de protection économique et sociale équivalent à celui du Front de gauche. »

On voit alors comment se met en place la campagne de François Hollande : à sa marge, ce sont des « historiques » du PS qui alertent sur des questions emblématiques de la conscience morale de la gauche et aux arguments desquels nous pouvons en partie souscrire : Rosanvallon sur la République des égaux, Rocard dernièrement sur la nécessité de faire sortir l'Europe de l'ultra financiarisation, la semaine dernière c'était le manifeste sur l'école initié par l'AFEV structure d'éducation populaire créée sous Jospin. Dans le même temps, c'est le choix de diaboliser en le légitimant l'extrême droite jusqu'à faire du vote utile l'argument principal du vote PS.

Il a pour relais dans cette démarche une partie de la presse qui retrouve pour l'occasion des accents militants même si elle s'en défend. C'est le quotidien Libération qui s'est livré lundi dernier à une supercherie honteuse, distordant un sondage d'opinion de vote à la présidentielle pour en conclure que 30% de français qui n'excluraient pas de voter appelant dès aujourd'hui à ne pas revivre un nouveau 21 avril 2002.

Les éditions de vendredi et samedi du Monde se sont livrés à un exercice proche en publiant coup sur coup deux pleines pages consacrées aux intentions de vote de l'extrême droite et à

son programme économique. Autrement dit en installant le FN pour mieux imposer le vote PS comme le recours possible à l'électorat de gauche !

Cette stratégie est à haute risque. Parce qu'il peut décourager et geler une partie de l'électorat de gauche. Si les sondages donnent gagnant François Hollande, ils font aussi état d'un total de voix de gauche inférieur à 50%. La reconquête de l'électorat de gauche reste première.

C'est pourquoi le positionnement du PS nous préoccupe. Lors des multiples initiatives, les électeurs de gauche font part de leur inquiétude et même de leur perplexité ; cela altère la perspective politique et nourrit le fatalisme. Le peuple de gauche sait qu'une gauche mal à gauche, c'est l'échec... Les espagnols et grecs en font les frais.

Les communistes visent au rassemblement de la gauche et cela mérite que nous nous adressions solennellement à nos camarades socialistes. Pour leur dire que « si nous n'avons pas toujours les mêmes points de vue, nous avons en commun de vouloir construire une société fondée sur le partage des richesses, des pouvoirs, de la planète. La gauche française est riche de cette diversité d'approche. En 36, en 1981 ; dans la rue et dans le mouvement social en 68, 86, 95, l'an passé contre la réforme des retraites...

La gauche qui gagne, c'est la gauche rassemblée pour mener une politique à la hauteur des attentes et des exigences populaires. Plus que jamais la crise du capitalisme appelle un positionnement résolu, sans ambiguïté, et clairement positionné. Mais allons plus loin. 2012 doit se donner un président et une majorité de gauche. Nous avons donc responsabilité de ne pas décevoir. S'il est un électrochoc du 21 avril 2002 et une leçon à en tirer, elle n'est pas la division et la multiplicité des candidatures à gauche ; non, cela est la conséquence ; elle est que, quand la gauche a renoncé, le FN est en embuscade.

Aujourd'hui avec la milliardaire Marine Le Pen qui rompt avec la ligne du frontisme maurassien et poujadiste de son père cherche à séduire les salariés et les classes moyennes premières victimes de la dette, en revisitant l'effroyable oxymore national-socialisme. Nous sommes les obligés de l'Histoire. En 1936, la gauche a inventé les congés payés. A la libération, nous avons créé la sécurité sociale et les grands services publics. En 1981, nous avons imposé l'abolition de la peine de mort et la 5ème semaine de congés payés... C'est à ce niveau qu'il nous faut mettre la barre en 2012. Plus que tout nous souhaitons conduire avec vous, notre pays vers l'avenir. Mais pour cela, il faut choisir votre camp : les nantis ou le peuple ».

Les communistes à l'offensive pour proposer et agir

Aujourd'hui 300 000 de nos concitoyens ont fait de notre programme « L'humain d'abord », un des best-seller politiques. Chaque jour confirme la mise en mouvement des communistes et des militants du Front de gauche. Ce week-end après le passage de Jean-Luc Mélenchon à des « paroles et des actes » regardés par 3,2 millions de personnes (l'un des meilleurs résultats de l'émission), nous pouvons vérifier dans les témoignages de sympathie l'intérêt que suscite le Front de Gauche. On compte de nouveaux soutiens ; symboliques de ce bougé le ralliement de l'actrice Anémone fidèle toujours aux écologistes ou encore une nouvelle vague de militants du NPA qui finissent par conclure combien la démarche de leur mouvement gèle toute perspective à gauche. Localement aussi on peut vérifier cette tendance ; nous avons cette semaine, enregistré dans mon département le soutien d'un ancien élu régional socialiste ainsi que de deux conseillers municipaux verts. Je pourrai aussi évoquer ces militants syndicaux et

associatifs qui par milliers les militants entre dans la danse. La structuration du Front des Lutttes est de ce point, un outil de première importance ;je vous renvoie ici à la vidéo des Still de Montaire appelant à voter Mélenchon suite à la mobilisation du Novembre. Elle est éloquente.

Un autre signe est la disponibilité des maires pour parrainer notre candidat dès que l'on fait de cet engagement citoyen une bataille politique à part entière. Plusieurs centaines d'intentions de parrainage sont déjà remontés.

Louis Weber pour le front des intellectuels vient de lancer un appel avec l'objectif de 1000 soutien à la candidature JLM. Face à la bataille menée autour du renoncement et de la soumission, la reconquête d'une influence sur le terrain des idées sera déterminante pour l'influence du Front de Gauche. De premiers grands noms s'engagent, je pense à l'écrivaine Annie Ernaux

Après les résultats encourageants des élections Européennes, puis les régionales et les cantonales. le Front de Gauche s'enracine dans le paysage. Pas comme la gauche de la gauche, a précisé JL Mélenchon, jeudi soir, mais comme une force de gauche qui ambitionne de devenir majoritaire dans son camp et dans le pays. En d'autres termes, quand nous disputons l'hégémonie au PS, ce n'est pour diviser la gauche mais parce que faire gagner la gauche appelle à changer la nature des choix politiques sur lesquels doit s'effectuer son rassemblement.

Notre force aujourd'hui, ce sont aussi nos propositions et leur cohérence. Dans l'Humain d'abord, nous mettons sur la table un programme, une offre politique à la hauteur de la situation de la crise que nous vivons. Dans ce programme, il y a des mesures concrètes et urgentes peuvent prendre corps dès le printemps 2012.

Pour ne citer qu'

- Une augmentation des salaires et des minimas sociaux pour aller vers un SMIC à 1700 euro. Cette relance donnerait de l'oxygène à l'économie. Simultanément nous limiterions les hauts revenus faisons nôtre la proposition de la confédération européenne des syndicats d'une échelle de revenus de 1 à 20,
- Une reprise de contrôle immédiate et le crédit avec la création d'un pôle bancaire et financier,
- Une relance des services publics qui passerait par une mise à l'index immédiate des RGPP,
- L'abandon de la réforme des collectivités,
- L'abrogation des lois liberticides prise depuis 2002.

Mais je pourrais tout autant citer l'hôpital public et la fin de la T2A ou la convocation d'une constituante pour aller vers une 6ième République. C'est avec de tels engagements que nous voulons aller au débat. Et pour les 97 jours qui nous restent où plaçons nous nos priorités ? D'abord dans la poursuite de la mobilisation des communistes, car leur militantisme est un moteur essentiel du FdeG.

Si pour certaines rédactions ou milieux bien-pensant, les jeux sont faits et les enseignements de la présidentielle déjà tirés, nous savons par expérience que la réalité est autre. Rappelons de 2005 où pendant des mois, les mêmes nous ont expliqué que le OUI était acquis parce qu'il l'était pour eux, et souvenons-nous encore de leurs airs dépités le 29 mai au soir !

Aujourd'hui, il est une donnée tangible qu'il nous faut avoir en tête : c'est que la moitié de ceux qui expriment un choix dans les sondages sont encore indécis. Sans compter ceux qui n'ont pas encore choisi.

Plus qu'un positionnement partisan, ce sera la capacité d'apporter des solutions concrètes et donc d'être auprès de la population qui sera le déterminant du vote.

Quelques soient les qualités de notre candidat à la Présidentielle, le rayonnement du FdeG sera d'abord lié au nombre de communistes et de militants engagés. Parmi eux dans toutes les circonscriptions, les candidats aux élections législatives qui apporte à la Présidentielle toute la plus-value de sympathie qu'ils ont acquis par la proximité, la disponibilité et l'efficacité.

Parmi les populations que nous voulons cibler : les abstentionnistes, d'où notre volonté d'une intervention dans les quartiers populaires. Participeront-ils massivement à la Présidentielle comme en 2007 ? Un Front thématique s'est constitué sur cette question afin de dégager des propositions emblématiques. Une rencontre nationale aura lieu le 27 janvier prochain à 19 h à Colonel Fabien qui va approfondir le contenu du programme partagé sur les problématiques de politique de la ville, des moyens pour une réelle égalité des territoires, des particularités de ces quartiers délaissés de la République que nous voulons pas laisser au FN.

Nous voulons également prioriser notre intervention sur le terrain de l'entreprise et de l'emploi, je l'ai déjà mentionné. Eric Corbeaux lors du collège exécutif consacré à la question, est revenu sur le besoin d'y multiplier les initiatives en construisant une cohérence nationale de notre intervention autour des exigences de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés, de contrôle sur les banques et la finance pour notamment desserrer la pression financière des projets industriels.

Nous avons décidé de préparer le sommet du 18 janvier par trois journées d'action autour de l'emploi les 17, 18, 19 janvier. Elles ont en train de s'organiser autour de distribution de tracts devant les portes d'entreprises et grands services publics, de conférence de presse, d'AC et de rencontres avec les organisations syndicales. Nationalement le PCF et le FdeG ont rendez vous la CGT et Solidaires. En fin de semaine à Metz aura lieu un meeting régional en présence d'Oskar Lafontaine.

Signalons aussi la structuration dans la campagne de vingt fronts thématiques parmi lesquels Agriculture, Culture, Intellectuels, Migrations, École, Quartiers populaires, Santé, Eau, Sport, Transport, école, économie sociale et solidaire, logement et urbanisme, égalité homme-femme, LGBT, numérique... Ils permettent d'élargir notre rayonnement en termes de réseau. C'est aujourd'hui 1000 signataires dans le Front école, ou 600 dans le Front migrants. Ou encore, une initiative lors du dépôt des parrainages qui sera l'occasion d'un discours sur la VIème République.

La campagne a donc bien commencé maintenant. Plus de 500 meeting régionaux et départementaux sont prévus dans toute la France. A Nantes vendredi c'était plus de 6000

personnes autour de JLM et PHL Ils viennent s'ajouter plus de 450 Assemblées Citoyennes qui se sont installées depuis octobre favorisant l'entrée dans la mobilisation de nouveaux acteurs du Front de Gauche et permettant le maillage des territoires. C'est également 14 000 personnes qui se sont directement abonnées à la Lettre Hebdo du Front de Gauche et peuvent à la tour s'engager dans sa dynamique. Ce sont encore dans toutes ces initiatives de nouvelles adhésions au PCF, plus de 5000 depuis 2011.

A partir de ce week-end, un 4-pages « Prenez le pouvoir » sera distribué dans toute la France à 7 millions d'exemplaires. Une nouvelle affiche va sortir ainsi que deux affiches nationales du PCF pour recouvrir les murs de notre pays. Sur le site Place au peuple, une application militant disponible pour les Smartphones. Un modèle d'appel à voter national permet à tous de prendre leur place dans cette campagne citoyenne et constitue un baromètre privilégié de la progression de notre campagne.

Mes chers camarades, à 97 jours du premier tour, nous sentons bien qu'il est en train de se passer quelque chose. Face à une actualité qui s'accélère, le nombre de ceux qui ont choisi la résistance face aux agences de la notation est en train de grandir. Nos propositions commencent à trouver de l'écho, l'accueil est généralement bon : il est en train de se passer quelque chose...

A nous maintenant d'aller au bout de nos ambitions ! Pour se faire nous avons un potentiel militant qui nous permet d'y croire et la rencontre nationale des animateurs de la vie du parti, et des candidats aux élections législatives le 28 janvier sera un formidable tremplin pour démultiplier dans tout le pays, la verve et la conviction de notre candidat. Alors, profitons-en.

Il faut une formule de conclusion d'autant qu'ici je suis soumise à une dure concurrence. Alors, en clin d'œil à Martine Perez avec laquelle, nous nous heurtons souvent dans les locaux du Conseil régional Midi-Pyrénées à la liste régionale UMP « Osons » qui s'est arrogé, pour mieux le dévoyer, ce beau mot déclamé par Saint-Just « Osez ! Ce mot renferme toute la politique de la révolution. »

**Oui, osons !**